**Cadre régional commun pour la gestion intégrée des zones côtières en Méditerranée**

**(Ebauche)**

**Split, mars 2019**

**Cadre régional commun pour la gestion intégrée des zones côtières en Méditerranée**

**(Ebauche)**

**I Introduction (articles 1, 17 et 18)**

L’objectif ultime du Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières en Méditerranée (Protocole GIZC) est de participer à atteindre la vision suivante pour la mer Méditerranée et son littoral : « Une Méditerranée saine avec des écosystèmes côtiers et marins productifs et biologiquement diversifiés contribuant au développement durable pour le bénéfice des générations présentes et futures ». (Stratégie à moyen terme du PNUE/PAM 2016-2021).

Conformément à l’art. 1 du Protocole GIZC, les parties contractantes (PC) à la Convention de Barcelone doivent établir « un cadre commun pour la gestion intégrée des zones côtières de la mer Méditerranée et [prendre] les mesures nécessaires pour renforcer à cette fin la coopération régionale ». Ce cadre commun sera mis en œuvre avec le soutien du PNUE/PAM et de ses composantes sous la coordination du CAR / PAP.

L’art. 17 du Protocole GIZC, qui traite de la stratégie méditerranéenne pour la gestion intégrée des zones côtières (GIZC), stipule que les PC doivent « coopérer en vue de promouvoir le développement durable et la gestion intégrée des zones côtières, en tenant compte de la stratégie méditerranéenne pour le développement durable et en la complétant en tant que de besoin. A cette fin, les parties définissent, avec l’assistance du Centre, un cadre régional commun de gestion intégrée des zones côtières en Méditerranée à mettre en œuvre au moyen de plans d’action régionaux appropriés et d’autres instruments opérationnels, ainsi, qu’au moyen de leurs stratégies nationales ».

L’art. 18 établit que « chaque partie [se doit de renforcer ou d’élaborer] une stratégie nationale de gestion intégrée des zones côtières ainsi que des plans et programmes côtiers de mise en œuvre conformes au cadre régional commun ».

Ce cadre régional commun (CRC) doit être considéré comme l’instrument stratégique destiné à faciliter la mise en œuvre du Protocole GIZC. Il fonctionne sans préjudice du Protocole GIZC, dont les dispositions prévaudront toujours.

**II Portée du CRC (articles 3 et 8)**

Les art. 4 de la Convention de Barcelone et 3 et 28 du Protocole GIZC posent les bases pour définir le champ d’application géographique et l'échelle du CRC en invitant les PC à prendre, individuellement ou conjointement, toutes les mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et éliminer autant que possible la pollution dans la zone de la mer méditerranée - telle que définie à l'art. 1 de la Convention de Barcelone et dans le champ géographique défini par le Protocole GIZC – et pour protéger et améliorer le milieu marin et les ressources naturelles afin de contribuer à son développement durable, en particulier en faisant la promotion de la GIZC, en tenant compte de la protection des zones d'intérêt écologique et paysager et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, et en coordonnant, lorsque nécessaire, bilatéralement ou multilatéralement, leurs stratégies, plans et programmes côtiers nationaux relatifs aux zones côtières contiguës.

La GIZC doit être appliquée à différentes échelles géographiques et à différents niveaux administratifs: à l’échelle méditerranéenne, en abordant l’ensemble du bassin maritime grâce à la coopération entre tous les Etats riverains ; à l'échelle sous-régionale – lorsque cela est pertinent et possible - pour traiter des questions transfrontalières dans les sous-régions telles que définies pour les besoins de la mise en œuvre de la feuille de route de l'approche écosystémique (EcAp) et pour rechercher des synergies avec d'autres stratégies et plans sous-régionaux existants ; et aux échelles nationale et infranationale (locale) conformément aux principes convenus au niveau régional.

Le CRC fournit des orientations stratégiques pour une mise en œuvre conjointe du Protocole GIZC dans la zone géographique comprise entre la limite externe de la mer territoriale des PC et la limite de leurs unités côtières compétentes telles qu’elles les auront définies, en utilisant des approches coordonnées et harmonisées.

La GIZC est également un outil essentiel pour atteindre les objectifs de la Convention de Barcelone dans la zone de la mer Méditerranée, car elle fournit une base commune avec des recommandations spécifiques axées sur : a) la cohérence des politiques / documents stratégiques et l'orientation des actions ; et b) les moyens de renforcer l’intégration et la coopération régionale / sous-régionale, en tenant compte également des interactions terre-mer (ITM) et des aspects transfrontaliers.

Le CRF vise à fournir des recommandations et des mesures pour renforcer la coopération régionale en matière de :

processus : pour accélérer la réalisation des résultats convenus et des résultats / produits définis ;

indicateurs : outils essentiels pour suivre les progrès, faciliter l’évaluation des politiques et informer le public et les décideurs ;

méthodes et pratiques : pour atteindre les objectifs et les principes généraux du Protocole GIZC.

En outre, la 20ème réunion des PC à la Convention de Barcelone (COP 20, Tirana, Albanie, 2017) a adopté la Décision IG.23/7 qui prévoit l'introduction de la planification de l’espace marin (PEM) dans le système de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, impliquant le développement, par le biais de ce CRC, de moyens appropriés pour inclure la PEM dans la mise en œuvre du Protocole GIZC. A cet égard, le CRC a deux objectifs principaux :

introduire la PEM dans le cadre de la Convention de Barcelone, en la mettant tout particulièrement en relation avec la GIZC, et en considérant la PEM comme le principal outil/processus pour la mise en œuvre de la GIZC dans la partie marine de la zone côtière, notamment pour la planification et la gestion des activités humaines conformément aux objectifs de l'EcAp (tels que spécifiquement abordés dans la section 3 du CRC) ;

fournir une base commune aux PC pour la mise en œuvre de la PEM dans la région méditerranéenne.

#### **III Objectifs et principes généraux du CRC (articles 5-7, 18, 19, 22, 28 et 29)**

Afin d’encourager l’utilisation de la GIZC par le biais du CRC et d’atteindre le développement durable des zones côtières en garantissant que l’environnement et les paysages sont dûment pris en considération lors de la planification du développement économique, social et culturel, les objectifs stratégiques suivants en lien avec les principes généraux devraient être visés :

1. **Utiliser la gestion écosystémique** pour garantir le **développement durable et l’intégrité de la zone côtière, de ses écosystèmes et de leurs services, ainsi que des paysages** :

* en prenant en compte de manière intégrée tous les éléments de la zone côtière pour respecter la capacité de charge, traiter les impacts cumulés et prévenir et / ou réduire les effets négatifs des catastrophes et risques naturels et du développement ;
* en prenant en compte les ITM en tant que phénomène complexe impliquant les interactions des processus naturels et des activités humaines en tant que critère de définition des zones à gérer et en tant que paramètre dans les processus et procédures de planification ;
* en définissant des stratégies, plans et programmes appropriés d’usage des terres et de la mer pour les activités dans la zone côtière, ainsi qu’en mobilisant les outils appropriés et notamment la PEM et l’évaluation environnementale stratégique (EES) ;
* en encourageant la coopération entre et au sein des PC en matière de procédures d’évaluation d’impact environnemental (EIE) associées aux activités sous leur juridiction ou leur contrôle, et qui sont susceptibles d’entraîner des effets négatifs significatifs sur l’environnement côtier et marin d’autres PC ou de zones situées au-delà des limites du champ d’application géographique du Protocole GIZC, sur la base de notification, d’échange d’informations et de consultations.

1. **Se préparer aux risques naturels et aux conséquences des catastrophes naturelles, en particulier en matière d’érosion côtière et de changement climatique** :

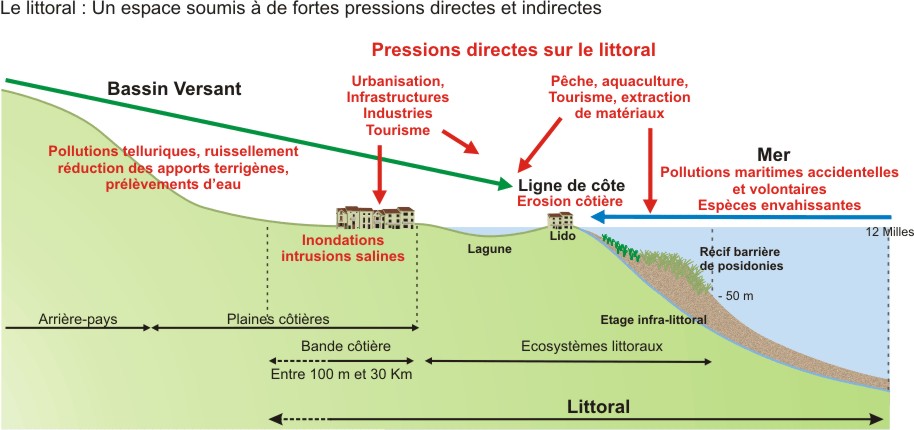
* en tenant compte des engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris sur le changement climatique, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour renforcer la résilience au changement climatique et du Programme stratégique de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ;
* en préparant en temps opportun des plans de gestion afin de prévenir, de réduire et de minimiser les impacts négatifs sur les zones côtières ;
* en promouvant l’approche écosystémique et / ou des solutions basées sur la nature pour maintenir ou restaurer la capacité naturelle du littoral à s'adapter aux changements ;
* en contribuant à l'intégration de l'adaptation côtière dans des cadres institutionnels et politiques appropriés ;
* en participant à la sensibilisation, à l'engagement des parties prenantes et au renforcement des capacités pour faire face aux risques côtiers ;
* en promouvant l'utilisation des meilleures pratiques et des meilleurs outils, données et informations disponibles.

1. **Mettre en place une bonne gouvernance entre acteurs impliqués dans et/ou concernés par les zones côtières** :

* en établissant des schémas de gouvernance appropriés, en particulier en matière de coordination institutionnelle intersectorielle et multiniveaux et de participation adaptée des parties prenantes à un processus de décision transparent ;
* en assurant la cohérence de tous les plans, stratégies, initiatives, processus de planification et financements ayant une influence sur les zones côtières à tous les niveaux. Pour ce faire, il est nécessaire de renforcer la coopération entre les composantes du système de la Convention de Barcelone, en garantissant ainsi des synergies avec les autres documents stratégiques pertinents, et de promouvoir l’intégration et de respecter l’harmonie entre l’environnement côtier, les activités socioéconomiques pertinentes et les communautés vivant sur les zones côtières ;
* en encourageant une coordination appropriée entre les diverses autorités compétentes pour les parties terrestre et marine des zones côtières dans les différents services administratifs, à tous les niveaux pertinents ;
* en organisant l’acquisition, le partage et l’utilisation des meilleures informations et données, notamment sur la base des principes du système de partage d’informations sur l’environnement (SEIS) ;
* en encourageant la complémentarité et la cohérence de la GIZC au niveau régional et sous-régional et en garantissant une coopération transfrontalière lorsque nécessaire ;
* en assurant une coopération avec les autres organisations internationales pertinentes/compétentes.

**IV Gestion basée sur les écosystèmes pour un bon état écologique (BEE) et un développement durable (articles 8-15 et 22-24)**

L’essence de l’approche de gestion fondée sur les écosystèmes consiste à considérer la zone côtière comme un continuum constitué d’espaces terrestres et marins, et à préserver l’intégrité de ses écosystèmes et à traiter les processus qui s'y produisent et les influençant de manière intégrée (figure 1). Cette approche vise à assurer l'utilisation durable des ressources naturelles et la qualité de vie des populations côtières. La gestion fondée sur les écosystèmes repose intrinsèquement sur une approche intégrée axée sur la capacité à comprendre et à traiter les risques et les effets cumulatifs sur la nature découlant des activités humaines.



**Figure 1 : Pressions sur la zone côtière (source: Plan Bleu, 1995)**

La GIZC est aujourd’hui reconnue comme étant l’approche la plus appropriée pour gérer les conflits potentiels entre les différentes politiques sectorielles (conflits pour l’espace, les ressources, les infrastructures…) et entre les politiques maritimes et terrestres. Elle garantit à la fois une intégration et une gouvernance cohérente de la planification et de la gestion des zones côtières et des activités sur les parties terrestres ou marines. En outre, elle garantit une meilleure cohérence, maximise les synergies et facilite la mise en œuvre coordonnée des politiques sectorielles en vue de garantir l’intégrité des écosystèmes, de prendre en compte de manière adéquate les ITM et d’assurer la compatibilité des utilisations terrestres et maritimes en mettant en œuvre la PEM tout en clarifiant ses liens avec la GIZC.

L’application des principes de la GIZC permet également d’intégrer la protection de l’environnement dans la planification territoriale et le développement économique ou, en d’autres termes, l’intégration des politiques et la mise en place de cadres de coopération entre toutes les parties prenantes concernées. Leur participation active, leur sensibilisation et des capacités suffisantes sont les meilleures garanties de parvenir au changement de comportement nécessaire vis-à-vis de l'environnement : en agissant sur la source de la pollution par l'application des principes de prévention et de précaution, il est possible d’éviter que la pollution ne se produise, ce qui est essentiel pour atteindre la durabilité du littoral. Ces défis doivent être traités en appliquant l’approche intégrée de la gestion des zones côtières qui aide à contrôler l’urbanisation, à préserver l'intégrité des écosystèmes côtiers et marins, et qui constitue un guide pour une utilisation durable des ressources naturelles et culturelles.

**IV.1 Atteindre un BEE grâce à la GIZC (articles 5 and 6)**

Atteindre un BEE en mer Méditerranée et sur ses côtes est l’objectif ultime des PC de la Convention de Barcelone, qui se sont engagées pour cela à appliquer l’EcAp en tant que principe directeur. L’EcAp peut être définie comme une approche holistique de la terre, de l’eau et des ressources vivantes qui fournissent des services écosystémiques durables de manière équitable. Elle ne considère pas les problèmes, espèces ou fonctions écosystémiques isolément, mais reconnaît les systèmes écologiques pour ce qu’ils sont : de riches combinaisons d’éléments en interaction permanente. Ceci est particulièrement important pour les côtes et les mers, où l’eau assure naturellement un haut niveau de connexion entre systèmes et fonctions.

Pour atteindre les objectifs écologiques (OE) et le BEE, il faut adopter une approche intégrée afin de faire face aux pressions combinées et aux impacts cumulatifs dans les zones côtières et marines. Cette approche est en réalité intégrée dans le Protocole GIZC, qui contient des outils pour atteindre le BEE pour les cibles des trois groupes d'OE : pollution et eutrophisation ; biodiversité et pêcheries ; et côte et hydrographie. Les outils utilisés par la GIZC contribuent à une approche plus globale de l'intégrité des écosystèmes côtiers.

### Sur la base de la matrice des interactions entre les dispositions des parties II et IV du Protocole GIZC, les OE et les principaux documents régionaux stratégiques et règlementaires figurant à l’annexe I.2 de la décision IG.23 / 7, adoptée par la COP 20, un guide méthodologique pour atteindre le BEE à travers la mise en œuvre de la GIZC a été proposé en annexe.

**IV.2 Interactions terre – mer (articles 3, 5, 6, 9 et 22)**

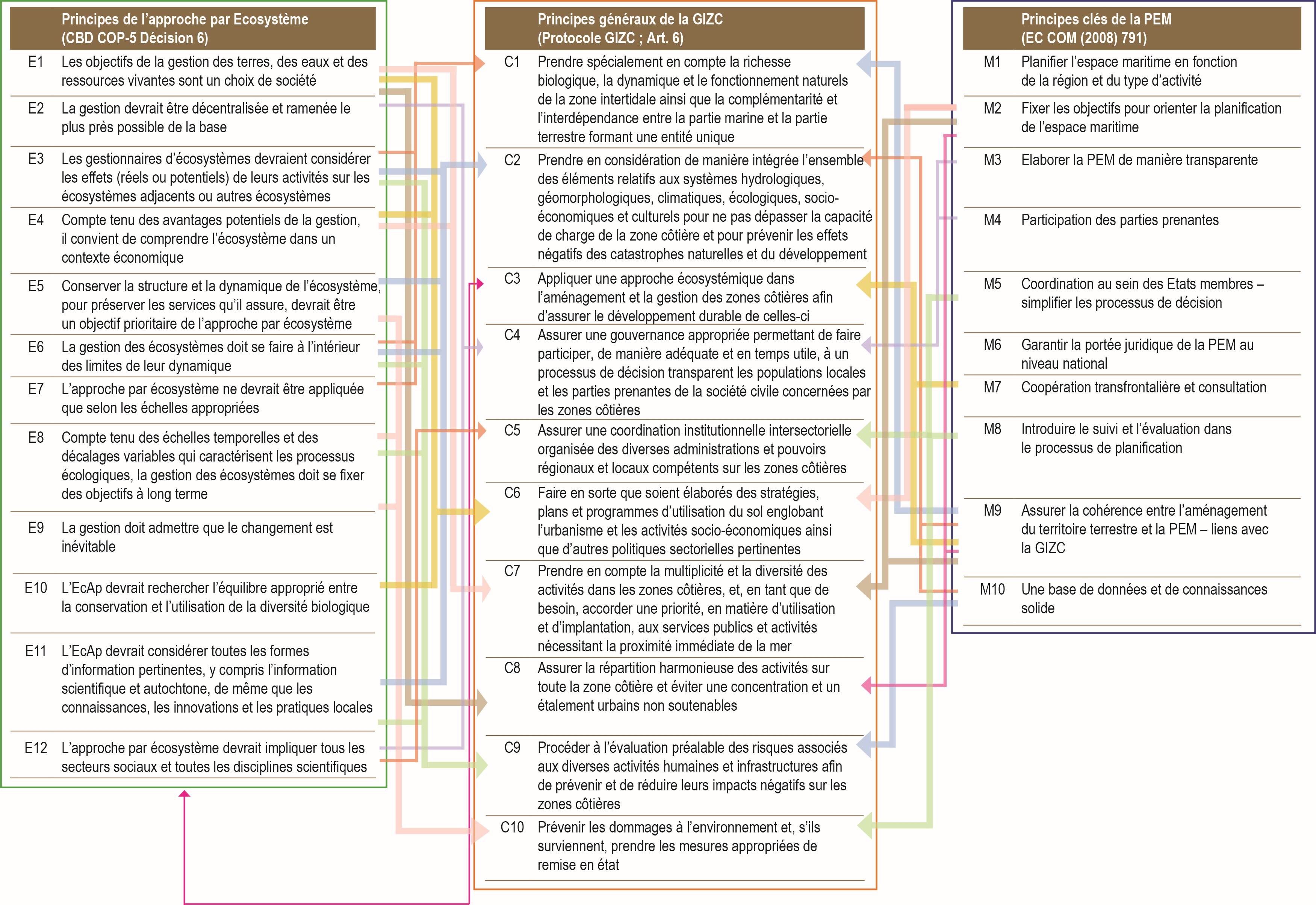
Comprendre et aborder les interactions terre – mer (ITM) est essentiel pour assurer une gestion et un développement durables des zones côtières et une planification cohérente des activités terrestres et maritimes. Bien qu’il n’existe pas de définition unique et reconnue des ITM, elles peuvent être définies comme « des interactions lors desquelles des phénomènes naturels terrestres ou des activités humaines ont une influence ou un impact sur les ressources, les activités et le milieu marins, et à l’inverse lorsque les phénomènes naturels ou les activités humaines en mer ont une influence ou un impact sur l'environnement, les ressources et les activités terrestres ". Trois principaux niveaux d’ITM devraient être pris en compte :

Interactions liées aux processus naturels terrestres. L’implication de tels processus pour la gestion des zones côtières et la planification de solutions de remplacement pour les activités terrestres et maritimes doivent être identifiées et évaluées en tenant compte de leur nature dynamique. Parallèlement, les activités humaines peuvent interférer avec les processus naturels et avoir un impact sur l'environnement côtier et marin. L'analyse des impacts attendus des activités terrestres et maritimes - dans le cadre des évaluations environnementales stratégiques (EES) - devrait inclure l'évaluation de leurs effets sur les processus naturels des ITM et les impacts potentiels sur les ressources naturelles et les services écosystémiques.

Interactions entre les utilisations et activités terrestres et maritimes. Presque toutes les utilisations maritimes ont besoin d'installations complémentaires à terre, et plusieurs activités situées dans la partie terrestre s’étendent également en mer. Ces interactions doivent être identifiées et cartographiées, en évaluant leurs impacts cumulatifs, leurs avantages et les synergies et conflits potentiels. Les interactions entre les activités terrestres et maritimes peuvent s'étendre au-delà des zones côtières, par exemple dans le cas des transports et de la distribution d'énergie ou de la migration des poissons en amont, ce qui met en évidence la nécessité de créer des corridors écologiques. Bien que l'accent soit principalement mis sur les coûts, l'identification et la cartographie de ces connexions plus larges et l'évaluation de leurs implications environnementales, sociales et économiques et spatiales sont également importantes. Il est important de noter que l'article 9 du Protocole GIZC exige que les PC «  accordent une attention particulière aux activités économiques qui exigent la proximité immédiate de la mer ». Il s’agit également de l'un des principes généraux de la GIZC (art. 6, paragraphe g).

Interactions des plans et processus de planification pour les parties terrestres et marines. Il est important de s’assurer que les processus juridiques, administratifs et de consultation sont liés et coordonnés afin d’éviter des retards inutiles, des redondances, des incohérences, des conflits, le gaspillage des ressources et / ou une demande excessive d’engagement des parties prenantes. Le défi consiste à planifier et à gérer les activités côtières et hauturières de manière harmonisée, en tenant compte de l’intégrité fonctionnelle du continuum terre-mer. Cela implique également l'allocation de l'espace terrestre (et des infrastructures et services connexes) à certaines activités maritimes (et / ou l'attribution de l'espace marin à certaines activités terrestres). Enfin, il est nécessaire pour avoir une réelle cohérence d’aligner / intégrer les différentes approches, méthodologies et outils appliqués respectivement sur terre et en mer (figure 2).

Les ITM doivent être abordées à différentes échelles spatiales: (i) à l’échelle locale pour traiter des questions spécifiques et mettre en œuvre des actions connexes, (ii) aux échelles infranationales et nationales où les stratégies et les plans peuvent influencer les efforts spécifiques liés aux ITM, (iii) à l’échelle sous-régionale, où la coopération transnationale peut produire une stratégie commune pour guider les efforts nationaux en matière d’ITM et résoudre les problèmes transfrontaliers.



**Figure 2 : Liens entre l’EcAp, la PEM et les principes GIZC**

Les risques et dangers naturels, en particulier le changement climatique et l'érosion côtière, ont une influence sur les trois niveaux d’ITM définis précédemment. La zone côtière est tout particulièrement menacée par les changements climatiques. Les processus naturels terre-mer doivent être pris en compte au même titre que les changements induits par l'homme dans la nature. Il est prévu que l'élévation du niveau de la mer, les phénomènes météorologiques extrêmes et les ondes de tempête génèrent des pressions supplémentaires entraînant une dégradation du littoral et une augmentation de l'érosion côtière. L'élévation du niveau de la mer aura également un impact sur le sous-sol, car il amplifiera la salinisation des aquifères côtiers due à l'extraction de l'eau et à d'autres activités humaines. L'augmentation de la température aura en outre un impact sur les écosystèmes terrestres et marins. Les impacts du changement climatique affecteront par ailleurs les activités terrestres et maritimes, aggravant par exemple les pressions sur les ressources en eau qui sont indispensables au tourisme. C’est pourquoi les processus de planification et les plans pour les ITM devraient nécessairement prendre en compte les changements climatiques attendus en s’habituant à l’augmentation de l’incertitude et à la plus grande probabilité de dangers et de risques naturels.

**V Instruments et outils pour la mise en œuvre du CRC (articles 16-22)**

La GIZC est un processus stratégique à long terme, dont la réussite dépend de la disponibilité et de l'utilisation appropriée d'une variété d'outils et d'instruments opérationnels pour permettre une gestion durable des zones côtières, en veillant à ce que les besoins en termes d’habitation et d’activités économiques aient un impact minimal sur les ressources naturelles, tout en protégeant les habitats naturels fragiles, les écosystèmes, les paysages et le patrimoine culturel de la pollution et des autres types de dégradation, y compris celles causées par les risques et dangers naturels. Les principaux outils et instruments auxquels il est fait référence sont ceux cités dans le Protocole GIZC lui-même, que les PC utilisent déjà pour certains depuis longtemps, tandis que d'autres doivent encore être développés, expliqués, testés et vérifiés.  
  
Certains de ces outils et instruments revêtent une importance majeure pour la mise en œuvre du Protocole GIZC, mais aussi d'autres politiques et stratégies importantes dans les zones côtières méditerranéennes, en particulier celles adoptées au niveau sous-régional. Parmi ces instruments, les suivants sont particulièrement importants et pertinents pour la mise en œuvre du CRC :

**V.1 Surveillance des activités et de l’environnement** **(articles 8-21 et 25-29)**

Il est nécessaire de surveiller de manière cohérente l’environnement de la zone côtière et les activités humaines (terrestres ou maritimes, côtières ou non) qui sont susceptibles (individuellement ou cumulativement) d’avoir des impacts sur cet environnement :

la surveillance du milieu marin devrait être basée sur le programme de surveillance et d’évaluation intégrées (IMAP)[[1]](#footnote-1);

la surveillance du milieu terrestre devrait s'appuyer sur les meilleures expériences disponibles en matière de mise en œuvre de programmes nationaux de surveillance de l'état du milieu côtier (biodiversité terrestre, eaux côtières, air, sol) conformément aux évaluations multilatérales de l'environnement et, lorsqu’il convient, aux exigences de l’Agence européenne de l’environnement, et notamment les directives de la Commission européenne (par ex. les directives Habitat et Oiseaux, la Directive-cadre sur l’eau, etc.) ;

la surveillance des milieux marin et terrestre doit prendre en compte l'évaluation des pressions anthropiques (à la source et en mer) des activités humaines (activités côtières terrestres et maritimes) et de leurs impacts qui constituent un frein pour atteindre un BEE du milieu marin et une protection du milieu terrestre. La gestion des activités humaines visant à réduire les pressions, y compris leurs impacts sur les paysages, les valeurs culturelles et les schémas sociaux, doit se fonder sur les informations collectées par le biais de la surveillance des milieux marin et terrestre et leur évaluation, y compris la mise en œuvre obligatoire de l’EIE et de l’EES ;

la gestion des activités humaines visant à réduire les pressions, y compris leurs impacts sur les paysages, les valeurs culturelles et les schémas sociaux, doit se baser sur les informations collectées lors de la surveillance des milieux marin et terrestre et leur évaluation, y compris l’EIE et l’EES ;

les informations obtenues lors de la surveillance devraient être accessibles à tous les acteurs pertinents.

*Dans ce but et conformément aux art. 8-21 et 25-29 du Protocole GIZC, les Parties contractantes sont encouragées à accomplir les tâches suivantes avec l'appui du PNUE/PAM et de ses composantes, selon qu'il convient :*

* *Utiliser, renforcer et créer des mécanismes appropriés de suivi et d’observation réguliers de l’état et de l’évolution de leurs zones côtières et des ressources et activités qu’elles comprennent ;*
* *Mettre en place ou renforcer des systèmes de gouvernance, des institutions, et de la législation et de la planification susceptibles d’avoir une influence sur les zones côtières, en prenant toutes les dispositions nécessaires pour que ces informations soient partagées avec le grand public ;*
* *Coopérer pour définir et utiliser des indicateurs de gestion des zones côtières, d’utilisation des ressources et pour les activités économiques, en tenant compte des indicateurs existants, pour garantir une utilisation durable des zones côtières et réduire les pressions qui dépassent leur capacité de charge ;*
* *Réaliser des évaluations sur l'utilisation et la gestion des zones côtières et veiller à ce que les résultats soient utilisés pour formuler des réponses politiques adéquates ;*
* *Echanger des informations et des expériences scientifiques et techniques, des données et des bonnes pratiques, fournir une assistance scientifique et technique efficace, notamment en formant du personnel scientifique, technique et administratif, en coordonnant des programmes de recherche et en menant des activités d'intérêt commun (telles que des projets de démonstration GIZC), dans le cadre du réseau de zones côtières méditerranéennes ;*
* *Echanger les résultats et expériences disponibles pour la mise en œuvre des programmes intégrés de surveillance et d’évaluation du milieu marin avec d’autres conventions sur les mers régionales et avec l’AEE et communiquer sur l’avancement de la mise en œuvre de la Directive-cadre « Stratégie pour le milieu marin », la directive sur la planification de l’espace maritime et des autres directives européennes pertinentes avec la Commission européenne et les États membres de l’UE.*

**V.2 Evaluations environnementales (articles 19 et 29)**

Les évaluations environnementales, qui sont l’EES au niveau stratégique pour les politiques, plans et programmes et l’EIE au niveau opérationnel pour les activités et projets individuels, sont des outils incontournables pour atteindre un BEE et parvenir au développement durable.

L’intérêt que présente l'EIE pour le mécanisme de prise de décision est largement reconnu, et pratiquement tous les pays méditerranéens appliquent cet outil pour les propositions de développement à grande échelle. Des progrès restent cependant à faire, notamment en matière de prise en compte des impacts du changement climatique. L’EES est moins développée et utilisée que l’EIE, bien que tous les pays riverains reconnaissent son importance dans la recherche d'une meilleure qualité environnementale grâce à un niveau de prise de décision plus élevé pour les politiques, stratégies, plans et programmes. Cependant, étant donné que l’EES prend de multiples formes et utilise diverses méthodes et procédures, parfois sans cadre juridique et institutionnel adéquat, des difficultés subsistent, en particulier lorsqu’il s’agit de faire des comparaisons dans un contexte transfrontalier.

L’utilisation de l’EIE et de l'EES contribue sensiblement à la mise en œuvre des principes de la GIZC (art. 6 du Protocole GIZC), et notamment à la prise en compte tous les éléments des systèmes naturels et culturels de manière intégrée ; à l'application de l'approche écosystémique à la l’aménagement du territoire, et à la préparation de lois et stratégies; à la participation des acteurs à la prise de décision ; et à la garantie que les activités économiques minimisent l'utilisation des ressources naturelles et tiennent compte des besoins des générations futures. L'EES peut être introduite par la GIZC en tant que partie intégrante majeure du processus d’aménagement du territoire, fournissant un mécanisme pour l'examen stratégique des effets environnementaux, l'évaluation des différentes options de planification et l'identification et l'évaluation des mesures d'atténuation, garantissant ainsi une durabilité écologique.

Grâce au processus d’EES, les plans et les politiques concernant la zone côtière, qu’ils soient basés sur des critères géographiques (stratégies côtières) ou thématiques (plans de développement de l’aquaculture, tourisme), peuvent contribuer à créer un cadre politique orientant le développement vers les zones qui conviennent. A l'instar de l'EIE, l'EES est un instrument qui favorise la transparence et la responsabilisation, car il offre au public l'occasion de participer au processus et de prendre connaissance des décisions prises en matière de plans et les politiques approuvés.

Les deux processus d'évaluation environnementale cherchent à identifier des options alternatives et à prendre en compte les impacts cumulatifs, en encourageant les politiques et les décideurs à examiner différentes options politiques et technologiques et à réfléchir aux scénarios futurs pouvant résulter de plans et projets approuvés. La gestion des zones côtières dépend de l'application d'approches similaires à long terme afin de préserver des écosystèmes sains, en particulier dans un contexte climatique en constante évolution. Dans un contexte transfrontalier, l'application de l'EES et de l'EIE contribue à favoriser la coopération entre les Etats voisins, car les deux processus permettent de mener des consultations lorsque des problèmes potentiels de nature transfrontalière sont identifiés lors du processus d'évaluation. Par conséquent, tout en respectant la juridiction nationale, l'EES et l'EIE peuvent aider à promouvoir la coopération afin que les plans et politiques et projets nationaux entrepris puissent contribuer davantage aux efforts régionaux de sauvegarde de la Méditerranée.

Pour que ces outils puissent contribuer au mieux à la GIZC, il serait idéal de tenir à jour une base de données des évaluations et des rapports élaborés dans le but de surveiller le type et le degré des pressions liées au développement sur la côte ; de constituer une base d’informations pour les nouvelles évaluations environnementales afin d’éviter la duplication des efforts, en particulier lorsque les données sont déjà disponibles ; et de soutenir d'autres initiatives, en particulier la mise en œuvre de l'EcAp à travers les données collectées et les décisions prises. De telles bases de données peuvent être disponibles aux niveaux national et régional pour renforcer les connaissances et faciliter la coopération transfrontalière. Aucun nouvelle base de données ne devrait être créée ; en revanche, celles existantes doivent être renforcées à travers une coopération étroite et les contributions de toutes les composantes du PAM.   
  
Dans le contexte du CRC, il convient de souligner ce qui suit :

* l'EES constitue une partie importante de la mise en œuvre de l'EcAp ;
* un processus d'EES transfrontalière comprenant une consultation transfrontalière devrait être lancé lorsqu'il est probable qu’une politique, une stratégie, un plan ou un programme ait d'importants effets environnementaux transfrontaliers[[2]](#footnote-2) ;
* l'EES et l'EIE devraient évaluer l'impact à la fois terrestre et maritime, tenir compte également des impacts mutuels des activités maritimes sur les activités terrestres et terrestres en mer, sur la base des ITM les plus pertinentes identifiées ;
* l'EES devrait prendre en compte les problèmes nouveaux et émergents, en particulier le changement climatique et ses impacts.

*Dans ce but et selon les art. 19 et 29 du Protocole GIZC, les Parties contractantes sont encouragées à accomplir les tâches suivantes avec l'appui du PNUE/PAM et de ses composantes, selon qu'il convient :*

* *Réaliser des évaluations environnementales prenant en compte les impacts cumulatifs sur les zones côtières et leur capacité de charge. Celles-ci peuvent être basées sur l'utilisation des OE et des indicateurs de l'EcAp, décrits dans la méthodologie récemment développée et testée par le CAR / PAP[[3]](#footnote-3): grâce à l’utilisation des indicateurs EcAp, la méthodologie permet d'évaluer la valeur de l'environnement naturel marin et côtier ainsi que l’intensité des pressions exercées sur celui-ci. De plus, la méthodologie permet d'identifier les impacts spatiaux de ces pressions. Elle permet également de déterminer le niveau de vulnérabilité de l'environnement marin et côtier aux activités futures (planifiées) en examinant les pressions existantes, l'ampleur des changements attendus et la capacité de l'environnement à s'adapter au changement. Une telle approche permet d'identifier les zones les plus fragiles et les plus précieuses à préserver d'une dégradation future et, par conséquent, les endroits où les activités doivent être soigneusement planifiées. Cette méthodologie est présentée ici à titre d’exemple et sa mise en application ne peut pas remplacer ou impacter la mise en œuvre des processus nationaux d’EIE et de EES ;*
* *Intégrer les ITM dans les évaluations environnementales (y compris les évaluations transfrontalières), en particulier les interactions et les impacts pouvant altérer l’équilibre des zones marines et terrestres dues aux processus naturels (tels que l’érosion côtière, les inondations, les séismes, les intrusions salines…) ainsi que les impacts mutuels des activités maritimes sur les activités terrestres et inversement, susceptibles de modifier la stabilité environnementale et de réduire la résilience des systèmes naturels. De telles interactions entre terre et mer pourraient donc impliquer des interactions complexes entre des éléments environnementaux, sociaux, économiques et de gouvernance. L'évaluation de ces interactions devrait se faire dans le champ géographique approprié, en tenant compte également de la dynamique temporelle des interactions ;*
* *Reconnaissant la complexité des processus d'évaluation environnementale, en particulier dans un contexte transfrontalier, adopter des lignes directrices de coopération sur les procédures de notification, d'échange d'informations et de consultation à tous les stades, de manière appropriée, et élaborées avec l'aide de l’unité de coordination (UC) et de ses composantes. Ces lignes directrices devraient aborder les questions susmentionnées (BEE et objectifs connexes, aspects d’ITM, y compris l'érosion côtière, évaluation d’impacts cumulatifs et de la vulnérabilité, capacité de charge), ainsi que les effets du changement climatique, l'analyse du cycle de vie, etc.*

**V.3 Coordination des processus de planification et des mécanismes de gouvernance (articles 6, 7, 14, 20, 28 et 29)**

La mise en place et le bon fonctionnement d’un mécanisme de gouvernance à plusieurs niveaux est fondamental pour la réalisation des objectifs complexes et ambitieux de la GIZC, car elle ouvre la voie à une gestion et une coopération efficaces. Le succès dépendra de la bonne mise en relation entre les cadres de coopération aux niveaux international et national, ainsi que de la création de partenariats et de l’établissement de liens entre les initiatives locales et les politiques à haut niveau. Atteindre un équilibre entre les préoccupations stratégiques et locales est peut-être l’un des problèmes les plus difficiles de la gestion des zones côtières. Enfin, un nouveau défi pour toutes les initiatives de planification consiste à s’adapter au nouveau niveau considérablement plus élevé d’incertitudes liées aux risques naturels, en particulier aux impacts des changements climatiques sur les zones côtières.

Pour atteindre les objectifs de la GIZC et faciliter l’intégration grâce à une planification efficace, il est nécessaire d’assurer une coordination institutionnelle intersectorielle des différentes autorités administratives compétentes dans les zones côtières, couvrant à la fois les parties marines et terrestres. Il est également nécessaire de mettre en place des systèmes de gouvernance appropriés permettant une participation adéquate à une prise de décision transparente des populations locales et des parties prenantes concernées.

*Dans ce but et selon les art. 6d-e, 7, 14, 20, 28 & 29 du Protocole GIZC, les PC sont encouragées à accomplir les tâches suivantes avec le soutien du PNUE/PAM et de ses composantes, selon qu'il convient :*

* *Etablir des schémas et des processus administratifs facilitant la coordination horizontale (sectorielle) et verticale (entre les différentes échelles géographiques et administratives) de la mise en œuvre de la GIZC (tels que des organes de coordination intersectoriels, des groupes de travail, etc.), adopter des formes juridiques de promotion / mise en place de tels processus tels que des règlements et des décrets au niveau national ou des mémorandums d’accord aux niveaux régional et sous-régional, participer à la mise en réseau de la GIZC afin de réunir suffisamment de monde, d’expérience et de connaissances pour que celle-ci soit mise en œuvre efficacement ;*
* *Assurer l’introduction et l’utilisation d’outils appropriés de politique foncière dans le processus de planification des zones côtières ;*
* *Coordonner, le cas échéant, les stratégies, plans et programmes côtiers nationaux relatifs aux zones côtières contiguës ;*
* *Assurer la notification, l’échange d’informations et la consultation lors des évaluations environnementale transfrontalières / évaluations environnementales ayant des incidences transfrontalières, lorsque approprié ;*
* *Assurer l’engagement des parties prenantes au plus tôt dans le processus de planification.*

**V.4 Planification de l’espace marin (PEM) (articles 3, 5, 6, 10 et 11)**

La planification spatiale de la zone côtière est considérée comme un instrument essentiel de la mise en œuvre du Protocole GIZC. L’un des principaux objectifs de la GIZC est de « faciliter, par une planification rationnelle des activités, le développement durable des zones côtières en garantissant la prise en compte de l’environnement et des paysages et en la conciliant avec le développement économique, social et culturel » (art. 5). La planification est également rappelée dans d'autres articles du Protocole GIZC, comme dans les articles traitant de la protection des zones humides, des estuaires et des habitats marins (art. 10) ou de la protection des paysages côtiers (art. 11).

Bien que la PEM ne soit pas expressément mentionnée dans le Protocole GIZC, son champ d’application géographique et la définition de la zone côtière figurant dans son article 3 comprennent à la fois une partie marine et une partie terrestre. Il est donc logique que la planification doive s'appliquer aux deux composantes, et l’intérêt de la PEM est sous-jacent.

La PEM est un outil intersectoriel de coordination et de prise de décision permettant aux autorités publiques et aux parties prenantes d’appliquer une approche intégrée, écosystémique, stratégique et transfrontière pour la régulation, la gestion et la protection des milieux marins, en prenant en compte les conflits entre utilisations de l’espace marin telles que le transport, le développement pétrolier et gazier, les énergies renouvelables offshore, l’aquaculture offshore, l’extraction de pétrole et de gaz, la pêche, l’extraction de sable et de gravier, le tourisme et les loisirs, l’élimination des déchets, et d’autres enjeux tels que la conservation marine et la défense militaire ; et d’analyser et d’organiser la distribution spatiale et temporelle des activités humaines dans les zones marines pour atteindre des objectifs écologiques, économiques et sociaux qui ont été spécifiés dans le cadre de processus techniques et politiques.

Les aspects environnementaux de la PEM se concentrent sur la résolution efficace des conflits entre les usages maritimes et la préservation du milieu marin. La mise en œuvre de la PEM par pays offre la possibilité de développer les secteurs maritimes et d'utiliser les fonctions et les ressources de l'écosystème de manière durable. Par conséquent, les objectifs environnementaux de la PEM peuvent être généralement résumés comme :

* parvenir à une utilisation durable des services écosystémiques et assurer le maintien de l'intégrité des écosystèmes ;
* assurer l'identification et la réduction en temps opportun des effets cumulatifs des activités humaines sur les écosystèmes marins ;
* permettre la conservation et la gestion durable du milieu marin, y compris l'identification et la conservation des zones marines d'importance écologique ou biologique ;
* intégrer les objectifs de biodiversité dans le processus de planification et allouer de l'espace pour la conservation de la nature et de la biodiversité;
* élaborer des approches de planification adéquates pour les aires marines protégées.

La PEM contribue à améliorer la rentabilité économique des utilisations de l’espace marin et de ses ressources en :

* garantissant une croissance durable des différentes activités maritimes ayant un impact sur les revenus et l'emploi ;
* mettant en place un environnement sécurisé pour les investissements à long terme ;
* permettant de rationaliser l’utilisation des ressources naturelles et de réduire les conflits entre les utilisations incompatibles et entre la nature et les utilisations, comme par ex. dans le cas de la pêche qui se doit de prendre en compte de l’équilibre naturel, et garantit ce faisant la pérennité des industries qui dépendent de cet équilibre ;
* assurant de tirer le maximum d'avantages de l'utilisation de la mer en encourageant les usages compatibles à être situés dans la même zone afin d’apporter le plus de valeur possible;
* garantissant une cohérence accrue avec les autres systèmes de planification ;
* conduisant à une réduction des coûts de transaction pour les activités maritimes.

Les aspects socio-spatiaux du processus de PEM sont également importants. La PEM contribue à atteindre les buts et objectifs en relation avec l’amélioration du bien-être de la population humaine, et garantit un développement socioéconomique équilibré en milieu marin en :

* soutenant l'économie de l'environnement en encourageant des activités qui dépendent de la qualité de l'environnement, telles que les loisirs, la pêche et les activités touristiques (plongée, tourisme animalier, etc.) ;
* améliorant l’implication des parties prenantes et la participation des citoyens au processus de planification, en mettant en place un mécanisme transparent et structuré permettant de représenter et de réconcilier les intérêts des différents secteurs et de gérer les conflits et les impacts sur l’espace potentiels de manière coordonnée ;
* renforçant la sécurité juridique pour toutes les parties prenantes dans le domaine maritime ;
* renforçant la coordination et simplifiant les processus de décision ;
* renforçant la coopération transfrontalière ;
* préservant le patrimoine culturel et historique ;
* identifiant et préservant les valeurs sociales et immatérielles spécifiques à la région en termes d'utilisation des zones marines ;
* allouant l’espace pour différents usages grâce à une analyse complète, augmentant ainsi la sécurité des opérations commerciales dans l'environnement maritime.

En outre, la PEM est considérée comme l'un des outils permettant de mettre en œuvre l'EcAp en tant qu'approche stratégique du développement durable dans la région, qui intègre toutes ses trois composantes (environnementale, sociale et économique) et garantit leur équilibre. La relation entre EcAp et PEM est une relation à double sens, la seconde pouvant contribuer à l'objectif général de réalisation du BEE, notamment en répartissant les activités maritimes, en déterminant leur intensité optimale, et en renforçant le cadre réglementaire correspondant.

La composante marine de la zone côtière n’a au cours du temps pas subi les mêmes pressions que la partie terrestre, de sorte que les outils de gestion adoptés sont restés pendant de nombreuses années essentiellement sectoriels et concernaient principalement les transports, la pêche, les infrastructures et la protection de l’environnement. En conséquence, dans les zones côtières où la planification spatiale a été limitée à la partie terrestre, les synergies en matière de gouvernance visant à réduire les impacts environnementaux et les conflits entre utilisateurs en mer et le long des interfaces terrestres et maritimes continuent de poser problème. Dans ce cadre, la PEM basée sur une approche écosystémique se concentre sur la partie marine où les limites sont définies en fonction de zones écologiquement significatives et permet une intégration avec la partie terrestre couvrant la zone côtière et son arrière-pays. Lorsque la planification spatiale a été étendue à la mer, la coordination entre les différents régulateurs a généralement été améliorée par les procédures réglementaires qui soutiennent également l'application d'outils tels que les évaluations environnementales. Les mesures prises dans le cadre de la PEM pour la collecte et la gestion des données, la surveillance de l’environnement, l’élaboration des politiques, ainsi que la prise de décisions et leur application offrent des possibilités d’examiner les interactions terrestres et maritimes au sein d’un même territoire.

Le contexte spécifique de la zone côtière en termes de cadres réglementaires, de niveau actuel et futur de pressions exercées par les activités humaines et les caractéristiques environnementales ont une influence sur la manière dont la PEM est introduite. La PEM peut être développée en tant que discipline autonome ou en tant qu'extension d'un mécanisme de réglementation existant, allant de la planification de l’aménagement du territoire à la protection de l'environnement en passant par la gestion des activités halieutiques ou des transports. La décision finale devrait idéalement être guidée par l'aspiration à mettre en place le cadre de coordination le plus solide possible au niveau national, afin d'atteindre les objectifs du Protocole GIZC.

Dans cette perspective, la PEM peut être considérée comme le principal outil / processus pour la mise en œuvre de la GIZC dans la partie marine de la zone côtière. L’art. 3 du Protocole GIZC définit également le champ d’application géographique opérationnel de la PEM, qui correspond à la zone marine située dans la mer territoriale d'un pays. L'obligation de prendre en compte les interactions terre-mer est spécifiée à l'art. 6.

*Dans ce but et selon les art. 3 et 6 du Protocole GIZC, les Parties contractantes sont encouragées à accomplir les tâches suivantes avec l'appui du PNUE/PAM et de ses composantes, selon qu'il convient :*

* *améliorer la prise en considération des enjeux de planification et de gestion dans la partie marine de la zone côtière ;*
* *soutenir la mise en œuvre de la GIZC dans la partie marine de la zone côtière en appliquant une PEM qui prenne tout particulièrement en compte les ITM et qui soit conforme au cadre général de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, en particulier en ce qui concerne:*
* *la réduction des pressions marines ayant des impacts sur l'environnement marin par le biais d’une surveillance de la répartition spatiale et temporelle des activités humaines ;*
* *la réduction des conflits entre les utilisations maritimes et la protection des zones présentant un intérêt naturel et écologique majeur ;*
* *l’identification des domaines à protéger afin de préserver les processus et les fonctions essentiels à la réalisation du BEE ;*
* *l’identification des hotspots de l’environnement marin où des mesures spécifiques sont nécessaires ;*
* *l’identification des éléments assurant la connectivité entre les habitats pertinents.*

**V.5 Politique foncière (article 20)**

Dans le cadre de la GIZC et la prise en compte des ITM, il est primordial de coordonner la planification des espaces terrestres et marins en partenariat avec toutes les parties prenantes pertinentes.

La politique foncière est l’un des outils permettant de mettre en œuvre la planification territoriale terrestre. Elle définit les principes et les règles des droits de propriété sur la terre et les ressources naturelles qu’elle contient, ainsi que les cadres légaux d’accès et d’utilisation, la validation et le transfert de ces droits. Appliquée à la GZIC, la politique foncière peut contribuer à la planification des activités terrestres, à conserver des espaces libres, et à faciliter l’accès du public sur la côte et à la mer. Elle est un outil pertinent pour limiter la dégradation de l’environnement liée à l’urbanisation, l’occupation et l’utilisation de l’espace littoral pour le développement d’activités humaines. En outre, la préservation des zones côtières naturelles en mettant en œuvre des instruments d’utilisation des sols est une solution efficace et économique pour atténuer les effets des changements climatiques et s’y adapter.

La politique foncière est également un outil performant non seulement en termes d'aménagement du territoire, mais également pour protéger les paysages côtiers, les îles et le patrimoine culturel.

Comme les pressions et les pollutions sur le milieu marin sont principalement d’origine terrestre, la politique foncière contribue à limiter ces pressions à la source et à préserver l’environnement côtier terrestre et marin. Lors de l'application d'instruments de politique foncière, il est important de prendre en compte les interactions terre-mer. Il existe différents types d'instruments et de mesures de politique foncière. Des exemples d’analyses et de bonnes pratiques en matière d’instruments sont présentés ci-dessous.  
  
*L’acquisition foncière* est l’un des instruments de préservation d’espaces naturels sur le littoral. Dans le cadre de la GIZC, il est souhaitable de faciliter des procédures d’acquisition à l’amiable, par préemption, par donation de terrains, et par expropriation en cas de nécessité, au profit d’organismes publics ou privés chargés de la conservation durable de l’espace côtier. L’intérêt de l’acquisition foncière est qu’elle est un outil de protection fort d’un territoire. Elle doit pouvoir être utilisée dans le cadre d’une stratégie locale de planification conciliant développement, protection des populations et de la nature.

Les enjeux principaux de la mise en œuvre de ces mécanismes d’acquisition sont ses sources de financement ainsi que la mise en place de procédures administratives et juridiques efficaces. Le droit de préemption peut faciliter les procédures d’acquisition publique des terres. Il permet aux pouvoirs publics souhaitant acquérir des espaces sensibles du littoral dans le but de leur gestion durable d’être prioritaires dans les procédures d’acquisition.

*La concession* permet à un propriétaire d’accorder la gestion d’un site à un bénéficiaire (le concessionnaire) moyennant une redevance. Le concessionnaire est responsable de la gestion à long terme. La concession permet également à un Etat ou aux municipalités d’autoriser sur son domaine public, à titre provisoire et moyennant redevance, une occupation privative. Cette pratique[[4]](#footnote-4) permet également de lever des fonds via la redevance, qui peuvent être réinvestis dans la GIZC. Ce type de relation contractuelle permet aussi d’envisager une occupation non permanente sur des espaces potentiellement soumis à des risques de submersion ou d’érosion dans la perspective de leur valorisation touristique ou économique non pérenne.

*Le démembrement de propriété* est un potentiel outil de politique foncière pour la GIZC : un propriétaire est amené à consentir une perte d’une partie du droit qu’il exerce sur son terrain. Par exemple, renoncer à construire ou à supprimer certains éléments paysagers, patrimoniaux ou naturels de son terrain, en échange de compensations (financières ou droits à construire sur d’autres espaces…). Ces abstentions volontaires peuvent également s’assortir d’obligations de faire pour assurer la gestion de cet espace littoral. Il s’agit de limitations volontaires à l’exercice de la propriété. Il existe plusieurs types de pratiques de démembrement du droit de propriété, dont la servitude sur les propriétés, qui est une obligation imposée à un propriétaire au profit d'un autre propriétaire. Un exemple de servitude dans le cadre de la GIZC est de définir une servitude de passage le long du littoral sur les propriétés privées riveraines du domaine public maritime, ce qui permet de faciliter l’accès des piétons au littoral.

Le *Land Stewardship* (intendance du territoire) est un outil qui associe, avec l’aide de la société civile, les propriétaires fonciers et les usagers à la conservation de la nature et des paysages. Il permet de préserver, de gérer, voire de restaurer l’environnement grâce à des accords volontaires entre propriétaires / usagers des terres et des organismes de gestion. C’est un concept particulièrement utile dans les nombreux cas où une gestion durable des paysages, des habitats et des ressources est recherchée plutôt qu’une protection absolue. En Méditerranée, cet outil est notamment utilisé par la Région de Catalogne (Espagne) qui a mis en place un réseau pour l’intendance du territoire[[5]](#footnote-5). Il existe trois niveaux d’accord d’intendance : l’accompagnement dans la gestion ; le transfert de gestion ; et le transfert de propriété.

*A cette fin et conformément à l'art. 20 du Protocole GIZC, les PC sont encouragées à accomplir les tâches suivantes avec l'appui du PNUE / PAM et de ses composantes, selon qu'il convient :*

* *Effectuer un diagnostic des zones côtières sensibles menacées par l'urbanisation et le changement climatique pour l'ensemble des zones côtières afin d'identifier les domaines prioritaires à acquérir ou protéger, et concevoir une stratégie d'acquisition et de protection des zones côtières en plus des activités d'aménagement du territoire ;*
* *Développer un registre foncier, ou un outil foncier équivalent, fournissant des informations précises et cartographiées sur la propriété foncière, et les associer aux connaissances pertinentes sur l'occupation et l'utilisation des zones côtières ;*
* *Appliquer des instruments et des mécanismes de politique foncière en coordination avec l'aménagement du territoire, y compris la PEM, car la politique foncière est un outil essentiel pour limiter les pressions d’origine terrestre ;*
* *Encourager l'observation scientifique continue de l’évolution des zones côtières, et en particulier des changements climatiques, ainsi que l’élaboration de scénarios sur les changements climatiques afin de permettre une prise de décision informée lors de la planification et le développement du littoral ;*
* *Echanger des expériences et des bonnes pratiques sur les instruments et mécanismes de politique foncière, en particulier par le biais d'un réseau d'agences et/ou d’administrations de gestion des zones côtières.*

**V.6 Instruments économiques financiers et fiscaux (article 21)**

Le financement durable d’actions réduisant les pressions affectant le littoral méditerranéen est essentiel pour se donner les moyens de mettre en œuvre la gestion durable du littoral et atteindre un BEE en Méditerranée. Les financements pour la GIZC sont principalement disponibles via les budgets gouvernementaux nationaux, les programmes de bailleurs de fonds, des contributions volontaires philanthropiques, des partenariats avec le secteur privé et autres mécanismes de marché (y compris par exemple des fonds environnementaux spécialisés). Les instruments fiscaux (y compris les taxes et les subventions) et les mécanismes de marché (paiement des services écosystémiques, par exemple) sont couramment introduits pour intégrer les externalités et aider à atteindre les objectifs de protection de l'environnement.

*Les instruments de fiscalité environnementale* pour les zones côtières visent deux objectifs distincts. Certains instruments ont un objectif purement financier ; ils sont mis en place pour générer des ressources financières pour les budgets publics. Dans ce cas, il est recommandé que tout ou partie de ces fonds levés soit redistribué au financement d’activités de GIZC. D’autres mesures fiscales ont un objectif plus stratégique sur les pratiques. Elles sont mises en place pour influencer le comportement des populations et des acteurs économiques en instaurant des instruments incitatifs ou dissuasifs.

En plus de la mise en place d’instruments fiscaux pour lever des fonds, ou accompagner le changement de pratiques des acteurs, il convient de réduire ou d’éviter les mécanismes fiscaux et les subventions ayant des impacts négatifs sur l’environnement (instruments dommageables). Il s’agit principalement d’incitations fiscales et économiques visant à promouvoir le développement d’activités économiques sectorielles sur le littoral, qui vont à l’encontre des objectifs de GIZC. Par exemple, des instruments fiscaux encourageant la destruction d’espaces naturels (subventions pour le drainage des zones humides…). Cependant, dans le processus de réforme de ces mécanismes fiscaux dommageables, il ne faut pas oublier que chaque mécanisme fiscal ou subvention dommageable bénéficie à un groupe d’acteurs locaux qui pourra pâtir de leur potentielle réforme.

Concernant les taxes génératrices de fonds, il existe plusieurs exemples méditerranéens de pratiques de redistribution vers le financement d’actions de GIZC tels que la mise en place d’une taxe sur les travaux de construction de bâtiments, qui est ensuite redistribuée aux institutions publiques locales pour mettre en œuvre des politiques foncières permettant de préserver le littoral[[6]](#footnote-6), ou encore l’affectation de la taxe à la redevance pour licence de pêche en mer ou de la taxe de séjours dans les établissements d’hébergement touristique au budget « environnement » des collectivités locales[[7]](#footnote-7). Le choix d’attribuer le revenu généré par une taxe à un budget spécifique relève certes de décisions politiques, mais les acteurs de la GIZC peuvent orienter ces décisions politiques en identifiant les revenus fiscaux pouvant être redistribués et les actions pertinentes à financer. Certaines taxes peuvent également être spécifiquement créées pour financer la conservation côtière et marine. Il est possible d’envisager par exemple une taxe sur les passagers des bateaux se rendant dans des zones naturelles protégées. La taxe est perçue par les entreprises de transport au profit de l’entité publique qui gère la zone naturelle protégée et est affectée à la préservation de la zone[[8]](#footnote-8).

Des incitations fiscales peuvent également être mises en place, par exemple le système de dons de terres par le biais de systèmes de paiement des compensations fiscales (paiement en nature) qui peuvent aider à placer des terres sous le régime de la propriété publique, qui peut ensuite transférer ces terres à des organismes en charge de leur gestion durable[[9]](#footnote-9). Certains instruments fiscaux visent à encourager les parties prenantes à changer leur pratique pour une meilleure conservation des zones côtières. C’est le cas par exemple de la taxe sur les sacs en plastique qui a été introduite dans certains pays méditerranéens tels que la Croatie, la Grèce, Malte, la Slovénie et l’Espagne[[10]](#footnote-10).

*Prise en considération des services écosystémiques* : Les services écosystémiques sont les bénéfices que les populations retirent des écosystèmes sans avoir à payer directement pour les obtenir. Les parties terrestre et marine des zones côtières fournissent de nombreux services écosystémiques, qui sont menacés par les pressions croissantes exercées sur l’environnement. La perte de ces services nécessiterait de mettre en œuvre des alternatives couteuses. Il convient donc de développer la sensibilité des acteurs à la valeur économique des services écosystémiques, car investir dans ce capital naturel permet de réaliser des économies sur le long terme.

Le paiement des services écosystémiques (PSE) est un type spécifique d’instrument, qui consiste à payer pour la fourniture d’un service : les acteurs sont rémunérés si un service écosystémique est maintenu ou restauré. Dans le cadre de la GIZC, il s’agit par exemple de paiements faits à des agriculteurs ou propriétaires qui ont accepté de mettre en œuvre des actions pour gérer leur terre ou un bassin versant fournissant un service écosystémique. Etant donné que le paiement donne une incitation pour les propriétaires terriens et les gestionnaires, les PSE sont considérés comme un mécanisme de marché, similaire aux taxes ou aux subventions, le but étant d’encourager la conservation des ressources naturelles dans un objectif précis (zone tampon pour submersion ou inondations, puits à carbone bleu, zones humides pour assainissement naturel des eaux…).

*Utilisation de l'analyse économique pour l'évaluation de diverses options, mesures et projets de politique de GIZC* : L'analyse économique et les outils peuvent aider à prendre des décisions éclairées en matière de politiques et de projets de GIZC. L'analyse coûts-avantages consiste en un ensemble de méthodes d'évaluation économique de l'environnement. Elle est utilisée pour évaluer les changements dans les services écosystémiques causés par un projet ou une politique. Elle consiste à analyser de façon comparative les coûts et l’efficacité de deux stratégies alternatives ayant le même objectif. Dans le cadre de la GIZC, cette approche permet de définir des objectifs de conservation côtière et d’analyser les moyens de les atteindre de la manière la plus efficace. Enfin, l'analyse décisionnelle multicritères est une méthodologie permettant de faciliter la prise de décision en matière de GIZC dans des situations complexes, avec des objectifs multiples et souvent contradictoires que les parties prenantes valorisent différemment. Tous ces outils d'analyse et d'évaluation économiques contribuent également à sensibiliser aux valeurs des services écosystémiques.

*Dans ce but et conformément à l'art. 21 du Protocole GIZC, les PC sont encouragées à accomplir les tâches suivantes avec l'appui du PNUE/PAM et de ses composantes, selon qu'il convient :*

* *Renforcer les capacités des parties prenantes méditerranéennes pour identifier les ressources et programmes disponibles, développer des propositions financières et suivre les fonds alloués de manière efficace ;*
* *Développer des stratégies de financement durables pour la mise en œuvre de la GIZC à l'échelle nationale et régionale ;*
* *Partager des informations sur les bonnes pratiques et les résultats obtenus avec la mise en œuvre d'instruments économiques, financiers et fiscaux dans la région. Les instruments ayant prouvé leur efficacité pourraient être considérés comme applicables dans d’autres pays ;*
* *Travailler à une meilleure redistribution des recettes publiques pour le financement de la GIZC afin d'assurer un financement durable et de réduire la dépendance à l'égard des fonds externes. Par exemple, les recettes publiques provenant des redevances d'utilisation du domaine maritime public ou des redevances de propriétés publiques pourraient être affectées en priorité aux activités de GIZC ;*
* *Promouvoir l'application d'instruments économiques / commerciaux pertinents pour la mise en œuvre de la GIZC ;*
* *Réduire progressivement les subventions préjudiciables à l'environnement tout en mettant en place des mesures compensatoires pour faire face aux pertes socioéconomiques susceptibles de se produire ;*
* *Renforcer l'utilisation de l'analyse économique pour l'évaluation des différentes options stratégiques de GIZC, afin de garantir la durabilité et l'efficacité de la prise de décision dans la formulation des plans et stratégies de GIZC ;*
* *Renforcer l'utilisation de l'évaluation des services écosystémiques pour sensibiliser à la valeur économique des services écosystémiques côtiers.*

**V.7 Formations, communication et information (art. 14, 15, 25 et 26)**

Afin de contribuer à une mise en œuvre efficace de la GIZC et de parvenir à un BEE dans la région méditerranéenne, il est important de mettre en place des outils de communication, de sensibilisation et de recherche au sein des PC mais aussi à l’échelle régionale. Ces outils devraient être destinés aux décideurs, acteurs économiques impliqués dans les activités terrestres et marines, associations, universités et chercheurs, ainsi qu’à la société civile.

Les formations devraient en particulier porter sur les avantages économiques de la conservation de l'environnement côtier, sur l'évaluation environnementale et sur la gestion des conflits. Dans le cadre de ces formations et outils de GIZC, il est essentiel d'inclure des composantes pour faciliter la compréhension et l'appropriation du Protocole GIZC par les parties prenantes méditerranéennes. En tant qu'outil juridiquement contraignant, le Protocole est un puissant outil de plaidoyer en faveur de la GIZC qui peut être utilisé par les parties prenantes locales comme un argument face aux critiques sur la légitimité des politiques locales de GIZC.

Les outils et mécanismes de recherche devraient quant à eux soutenir la recherche scientifique multidisciplinaire sur la GIZC. L'objectif est d'accroître le volume de connaissances sur la GIZC afin de faciliter la prise de décision publique et privée et de partager les informations existantes avec les populations. Le public devrait être impliqué dans la prise de décision en matière de GIZC via des outils de consultation.

*Dans ce but et selon les art. 14, 15, 25 et 26 du Protocole GIZC, les Parties contractantes sont encouragées à accomplir les tâches suivantes avec l'appui du PNUE / PAM et de ses composantes, selon qu'il convient :*

* *Développer des outils et des formations sur les bonnes pratiques de GIZC pour les acteurs locaux méditerranéens ;*
* *Développer des outils et des formations sur le Protocole GIZC lui-même pour faciliter son appropriation et son utilisation par les acteurs méditerranéens ;*
* *Inclure des modules sur la gestion durable des zones côtières et marines dans les programmes pertinents des universités pour former les futurs professionnels de la GIZC ;*
* *Développer des mécanismes pour soutenir la recherche scientifique multidisciplinaire sur la GIZC et sur les interactions entre les activités humaines, leurs impacts sur les zones côtières et les solutions innovantes pour rendre les pratiques économiques plus durables ;*
* *Développer des outils de diffusion pour rendre les résultats de la recherche scientifique accessibles à tous ;*
* *Impliquer le public dans les plans et programmes de GIZC et la prise de décision liée à la GIZC.*

#### **V.8 Coopération internationale pour la mise en œuvre du CRC (articles 16, 25-28)**

Le succès de la GIZC dépend en grande partie de la coopération entre les PC qui bénéficient du soutien d’organisations, institutions et autres forums internationaux. De nombreux instruments et outils sont déjà proposés ou prévus par le système de la Convention de Barcelone. Il y a lieu de fournir des orientations pour l’utilisation de ces instruments, tout particulièrement pour renforcer les synergies entre eux aux fins de la mise en œuvre du Protocole GIZC et du CRC :

1. En matière de surveillance et d'observation (art. 16)

* L’IMAP, qui a pour objectif environnemental ultime l’atteinte d’un BEE en gérant les pressions anthropiques sur l’environnement côtier et marin afin d’en assurer la durabilité ;
* Les inventaires nationaux normalisés et harmonisés des zones côtières, les rapports sur l’état et l’évolution des zones côtières ;
* Le processus d'établissement de rapports sur la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles ;
* Le réseau de zones côtières méditerranéennes comprenant une plate-forme GIZC en tant que *hub* pour les initiatives labellisées GIZC, les PAC et autres projets, informations, la documentation, ainsi qu'un dispositif de réseautage pour les décideurs, les praticiens et les autres acteurs à tous les niveaux.

1. En matière de préparation et de mise en œuvre des stratégies GIZC / côtières (art. 28)

* La « Stratégie méditerranéenne de développement durable » (SMDD), qui s'appuie sur le système de la Convention de Barcelone pour son objectif 1 « Assurer un développement durable dans les zones marines et côtières » et son orientation stratégique 1.1. « Renforcer la mise en œuvre et le respect des obligations des protocoles de la Convention de Barcelone et d’autres instruments et initiatives et instruments politiques régionaux complétés par des approches nationales » ;
* Les stratégies, plans et programmes régionaux pour les zones côtières contiguës, qui utiliseront l’EES et l’EIE comme principaux outils dans un contexte transfrontalier (art. 28).

1. En matière d'éducation, de recherche et de coopération technique et scientifique (art. 25-27)

* Le cours de formation virtuel MedOpen est un excellent moyen d’enseigner les principes, objectifs et modalités de mise en œuvre de la GIZC ;
* La plate-forme info/MAP pour le stockage et l'échange de données et d'informations interopérables ;
* La coopération au sein de projets de recherche adaptés à la nécessité d’une gestion multisectorielle des zones côtières, axée sur l’interface science-politique.

La participation opportune et proactive des bailleurs de fonds internationaux est également essentielle à la mise en œuvre efficace des activités susmentionnées. Les bailleurs de fonds devraient être impliqués à un stade précoce afin de s’assurer que les activités identifiées dans le cadre du CRC seront intégrées dans des propositions de projets répondant aux exigences spécifiques de chaque organisme de financement. Récemment, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a activement soutenu le processus de GIZC dans la région. Ce soutien a été renouvelé en 2016 avec l'approbation du projet « GEF Adriatique » et du « Programme Méditerranée (MedProgramme) : renforcer la sécurité environnementale » actuellement en cours d'élaboration. La Commission européenne a exprimé son désir de soutenir le processus de GIZC en coordination avec la PEM et l’IMAP. Des efforts devraient être déployés pour informer ces organisations et d’autres bailleurs de fonds actifs en Méditerranée afin de maximiser leur soutien au CRC.

**VI Mise en œuvre du CRC**

Un nombre considérable de politiques sectorielles et d’outils ont été élaborés dans le cadre du système de la Convention de Barcelone concernant la pollution, la biodiversité, le changement climatique, les aspects socioéconomiques, les déchets marins, les secteurs économiques clés, etc., et leur mise en œuvre contribue à la protection de la zone côtière.

L'engagement pris par les PC en ce qui concerne ces politiques doit aujourd’hui être mis en œuvre de manière coordonnée. Cependant, l'approche sectorielle prévaut toujours dans l'esprit de nombreux acteurs et autres parties prenantes, et l'intégration est souvent plus considérée comme un fardeau que comme une valeur ajoutée qui augmente l'efficacité et permet de rationaliser les efforts, le temps et l'argent.

Conscientes de la nécessité de disposer d’un cadre stratégique pour une meilleure cohérence et efficacité du système de la Convention de Barcelone, les PC ont adopté, lors de leur 19ème réunion ordinaire à Athènes en février 2016, la Stratégie à moyen terme 2016-2021 (Décision IG.22 / 1) en tant que document d'orientation visant à assurer les synergies, l'harmonisation des efforts et l'optimisation de l'utilisation des ressources.

Les objectifs de ce document ont été pleinement pris en compte dans les programmes de travail biennaux du PNUE/PAM, et en particulier par le biais de son thème transversal 1 sur la GIZC en tant que « politique transversale avec des plans, mesures de gestion et options stratégiques qui permettent d’intégrer et de mettre en œuvre de manière cohérente les politiques thématiques dans une même unité géographique côtière (avec ses parties terrestres et marines), et notamment les mesures de développement, la protection de l'environnement, la CPD, l'adaptation au changement climatique, etc. »

Compte-tenu de la définition de la zone côtière dans le Protocole GIZC, il est possible d’affirmer que la plupart des autres protocoles de la Convention de Barcelone ont un lien avec ce dernier. Pour cette raison, la GIZC peut et doit apporter un soutien à la mise en œuvre de plusieurs de ces protocoles. En outre, les dispositions et objectifs pertinents de ces protocoles doivent être pris en compte dans toutes les activités liées à la GIZC*.* Afin de maximiser les synergies avec les autres politiques, les activités GIZC devraient également prendre en considération, à titre exceptionnel, certaines directives techniques adoptées par les PC, qui n'ont pas le même caractère juridiquement contraignant que les protocoles et plans régionaux, mais fournissent des orientations et des obligations, comme dans le cas des quatre lignes directrices approuvées dans le cadre du protocole « Immersion des déchets ». Dans le même temps, les décisions stratégiques et les plans d'action découlant des autres protocoles devraient être cohérents avec les objectifs de la GIZC et complémentaires aux activités GIZC.

**VI.1 Soutien aux PC par le *s*ecrétariat et les composantes du PNUE/MAP**

Dans le but d'améliorer les pratiques de gestion des zones côtières, le Secrétariat du PNUE/PAM et ses composantes s'engagent à fournir aux PC une assistance spécifique pour la mise en œuvre du Protocole GIZC et du CRC :

*Au niveau régional / sous régional*

* Renforcer la cohérence du cadre juridique et stratégique pour la protection et la gestion du milieu côtier et marin en adhérant, en mettant en œuvre, en coordonnant et en appliquant les instruments déjà en vigueur, et en les adaptant si nécessaire ;
* Fournir des conseils pour une mise en œuvre cohérente et complémentaire de la GIZC et de la PEM, en particulier en ce qui concerne les ITM ;
* Adapter les méthodes et les outils existants et en cours d'élaboration pour mettre en œuvre les concepts de l’EcAp dans le cadre de la GIZC et de la PEM, tels que : les lignes directrices pour la mise en œuvre de l'EcAp, l’évaluation des impacts cumulatifs, la cartographie et la quantification des services écosystémiques, l’identification des corridors écologiques, etc.
* Développer des indicateurs côtiers supplémentaires pour compléter les indicateurs EcAp existants, qui ont pour la plupart trait à la partie marine, afin de mieux refléter l'interaction entre les écosystèmes, les habitats et les espèces terrestres et marines, et de réduire les pressions des activités économiques dépassant la capacité d'accueil, en tenant compte des ensembles existants d’indicateurs, tels que les indicateurs de l’IMAP, des plans d’action nationaux (PAN), de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD), de la consommation et de la production durable (CPD) et des objectifs de développement durable (ODD), en vue de maximiser les synergies et de faciliter le suivi et l’établissement de rapports. Une liste indicative d'indicateurs existants pouvant être utilisés comme indicateurs potentiels de la GIZC est fournie ci-dessous :
  1. Longueur du littoral soumis à des perturbations physiques dues à l'influence de structures artificielles ;
  2. Changements dans l’utilisation du sol ;
  3. L'intégrité et la diversité des écosystèmes et des paysages côtiers ainsi que leur géomorphologie sont préservées ;
  4. Rapport du taux de consommation des terres au taux d’accroissement de la population ;
  5. Proportion de villes ayant une structure de participation directe de la société civile à la planification et à la gestion urbaines, fonctionnant régulièrement de manière démocratique ;
  6. Pourcentage de zones côtières et marines protégées [sous juridiction nationale] ;
* Fournir des orientations pour l'établissement d'inventaires nationaux normalisés et harmonisés des zones côtières, ainsi que pour l'établissement de rapports sur l'état et l'évolution des zones côtières ;
* Apporter une assistance pour permettre une réponse rapide et appropriée aux problèmes émergents, tels que celui du changement climatique ;
* Harmoniser les procédures d'EES dans la région méditerranéenne et renforcer les capacités nationales en matière d'EES, comprenant le contexte transfrontière ;
* Promouvoir des codes de bonne pratique parmi les autorités publiques, les acteurs économiques et les organisations non gouvernementales ;
* Mettre à jour et organiser des programmes éducatifs, formations et activités de sensibilisation à la GIZC ;
* Renforcer le réseau d'initiatives de GIZC et de PEM, en particulier les PAC et autres projets similaires.

*Au niveau national*

* Soutenir la préparation de stratégies nationales de GIZC basées sur les lignes directrices mises à disposition par le CAR / PAP, examiner et renforcer leur cohérence avec le Protocole GIZC, en tenant compte également des plans d'action nationaux élaborés dans le cadre d'autres protocoles et plans régionaux, et notamment ceux en relation avec la pollution d’origine tellurique, la CPD, la biodiversité, etc. ;
* Soutenir l'élaboration ou la mise à jour des PAN conformément aux dispositions des protocoles, plans d'action stratégiques et plans d'action régionaux pertinents ;
* Soutenir la mise en œuvre de PAC et d’autres projets de GIZC et de PEM pour certaines zones côtières.

**VI.2 Plan d’action pour la mise en œuvre**

Le plan d'action (PA) figurant dans le tableau 1 ci-dessous a été conçu pour fournir un appui concret et des orientations pour la mise en œuvre conjointe du protocole GIZC par le biais du CRC. Le PA a fixé l'année 2027 comme cible, correspondant à l'exercice biennal 2020-27 dans lequel la prochaine stratégie à mi-parcours (SMP) du PNUE/PAM sera préparée et la période couverte par le SMP. Le PA définit les principaux produits à livrer, les coûts associés estimés, les acteurs clés et les indicateurs de progrès correspondants. Les ressources sont indicatives, estimées uniquement pour le soutien à fournir par le système de la Convention de Barcelone aux PC par le biais du MTF et d'autres sources mobilisées par le système. Il n’est pas tenu compte des ressources que les PC elles-mêmes peuvent mobiliser aux fins de la mise en œuvre du PA ou d'autres partenaires externes qui peuvent unir leurs forces avec les PC et le système de la Convention de Barcelone.

**VII Evaluation de la mise en œuvre du CRC**

Les indicateurs figurant dans le PA serviront à évaluer les progrès accomplis et viendront compléter les rapports réguliers des PC sur la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles dans le format de rapport existant pour le protocole GIZC.

**Tableau 1 : Plan d’action pour la mise en œuvre**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Résultats | Activités | Acteurs Clés | Ressources (en 000 €) | Calendrier | Indicateurs de progrès |
| Le cadre de gouvernance pour la mise en œuvre de la GIZC est mis en place et en fonction à toutes les échelles | Ratification du protocole GIZC | PC avec le soutien du CAR/PAP et de l’UC | 50 | 2020-2025 | Nombre de ratifications ;  Nombre de PC ayant adopté une stratégie nationale de GIZC ;  Nombre de stratégies sous-régionales élaborées ;  Nombre d'organismes intersectoriels établis et fonctionnels ;  Nombre de PC ayant établi un observatoire côtier |
| Elaboration de stratégies nationales de GIZC (comprenant la PEM et l’action climatique) | PC avec le soutien du CAR/PAP | 750 (650) | 2020-2027 |
| Mise en place et en fonction des mécanismes intersectoriels nationaux pour la mise en œuvre du protocole GIZC | PC avec le soutien du CAR/PAP | 150 (100) | 2020-2027 |
| Elaboration de stratégies sous-régionales pour la GIZC (comprenant la PEM et l’action climatique) | PC avec le soutien du CAR/PAP et d’autres organismes sous-régionaux | 1,200 | 2023-2027 |
| Mise en place et en fonction des organismes sous-régionaux pour la mise en œuvre des stratégies sous-régionales de GIZC (comprenant la PEM et l’action climatique) | PC avec le soutien du CAR/PAP et d’autres organismes sous-régionaux | 250 | 2023-2027 |
| Mise en place d’un observatoire méditerranéen du littoral | Plan Bleu et CAR/INFO en collaboration avec les PC et les autres composantes du PAM | 200 | 2022-2024 |
| Mise en place d’observatoires nationaux | PC avec le soutien du Plan Bleu et CAR/INFO | 200 | 2022-2027 |
| Les orientations méthodologiques et outils nécessaires sont fournis aux PC pour une mise en œuvre cohérente et complémentaire de la GIZC et de la PEM | Formulation des orientations pour une mise en œuvre cohérente et complémentaire de la GIZC et de la PEM, en particulier en ce qui concerne les interactions terre-mer et l’adaptation au changement climatique | CAR/PAP avec le soutien de MEDPOL, REMPEC et CAR/ASP | 120 | 2020-2021 | Nombre de lignes directrices préparées et adoptées par les PC ;  Nombre de PC utilisant la plate-forme informatique ;  Nombre d'indicateurs convenus |
| Elaboration de lignes directrices pour le respect de la capacité de charge des zones côtières et marines | CAR/PAP en collaboration avec les autres composantes du PAM | 200 | 2022-2024 |
| Développement d'indicateurs côtiers supplémentaires pour compléter l’EO8, soulignant l'interaction entre les écosystèmes terrestres et marins | CAR/PAP | 200 | 2024-2027 |
| Elaboration de lignes directrices pour l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les stratégies nationales de GIZC et PEM et plans côtiers | CAR/PAP en collaboration avec les autres composantes du PAM | 100 | 2022-2023 |
| Elaboration de lignes directrices pour l'application des principes et objectifs de la GIZC par les principaux secteurs côtiers et maritimes | CAR/PAP en collaboration avec les autres composantes du PAM | 600 | 2024-2027 |
| Conception d'une plate-forme informatique interactive en tant qu'outil opérationnel pour soutenir la mise en œuvre du CRC | CAR/INFO avec le soutien du CAR/PAP | 100 | 2020-2021 |
| Mise en place d'une plate-forme informatique interactive dédiée à l’appui de la mise en œuvre du CRC | CAR/INFO avec le soutien du CAR/PAP | 200 | 2022-2023 |
| Mise à jour des orientations méthodologiques pour atteindre le BEE par le biais de la GIZC | CAR/PAP avec le soutien de MEDPOL et du CAR/ASP | 100 | 2023-2025 |
| Définition d'un ensemble d'indicateurs à utiliser par les observatoires côtiers | Plan Bleu et CAR/PAP en collaboration avec les autres composantes du PAM | 200 | 2020-2021 |
| Protocole GIZC est mis en œuvre sur le terrain | Mise en œuvre de projets PAC nationaux et transfrontières et d'autres projets de démonstration axés sur la mise en œuvre des dispositions du protocole GIZC | PC avec le soutien du CAR/PAP et d’autres composantes sous-régionales | 1,000 | 2020-2027 | Nombre de projets PAC mis en œuvre ;  Nombre de projets pilotes ayant testé les orientations méthodologiques du CRC ;  Nombre de projets liés à PEM mis en œuvre ;  Nombre de sous-régions ayant produit une matrice spécifique de la GIZC par rapport aux OE |
| Mise à l’essai des orientations méthodologiques pour atteindre le BEE à travers le CRC dans des contextes sous-nationaux, nationaux et transfrontiers | PC avec le soutien du CAR/PAP en collaboration avec MEDPOL et CAR/ASP | 600 | 2020-2023 |
| Mise en œuvre de la PEM dans le cadre de la mise en œuvre du protocole GIZC, abordant aussi les interactions terre-mer et l’adaptation au changement climatique | PC avec le soutien du CAR/PAP en collaboration avec MEDPOL et CAR/ASP | 1,000 | 2020-2027 |
| Elaboration d'une matrice spécifique d'interactions entre les dispositions du protocole GIZC et les OE pour toutes les sous-régions de la Méditerranée | PC avec le soutien du CAR/PAP en collaboration avec MEDPOL et CAR/ASP | 600 | 2023-2025 |
| Les capacités des PC pour la mise en œuvre de la GIZC et de la PEM sont renforcées | Dispenser des formations MedOpen « avancées » | CAR/PAP | 400 | 2020-2027 | Nombre de formations organisées ;  Nombre d’étudiants |
| Inclusion du cours de formation avancé MedOpen dans les cursus académiques | CAR/PAP et les institutions académiques des PC | 100 | 2020-2027 |
| Organisation de formations présentielles sur les processus et outils de GIZC et PEM (par ex. ITM, EES, adaptation au CC, etc.) ; | CAR/PAP | 400 | 2020-2027 |
| Information, communication et sensibilisation des PC et d'autres acteurs sont renforcés en ce qui concerne la protection de l'environnement et le développement durable des zones côtières | Organisation des célébrations régionales du Jour de la côte en Méditerranée | CAR/PAP et PC | 400 | 2020-2027 | Nombre d'événements de sensibilisation organisés ;  Nombre de participants aux événements ;  Nombre de téléchargements sur la plate-forme GIZC ;  Nombre de participants au réseau |
| Organisation des célébrations locales/nationales du Jour de la côte en Méditerranée | PC avec le soutien du CAR/PAP | 80 | 2020-2027 |
| Mise à jour continue de la plate-forme GIZC et du réseau de projets GIZC | CAR/PAP avec le soutien du CAR/INFO | 200 | 2020-2027 |
| Préparation des rapports sur l'état et le développement des zones côtières (au sein du QSR, RED, etc.) | CAR/PAP sous la coordination de l’UC | 300 | 2020-2027 |

1. La surveillance et l’évaluation de la mer et des côtes basées sur les connaissances scientifiques constituent le socle indispensable à la gestion des activités humaines, en vue de promouvoir l’utilisation durable des mers et des côtes et de préserver les écosystèmes marins et leur développement durable. La COP 19 de 2016 a approuvé le programme intégré de surveillance et d'évaluation de la mer et des côtes méditerranéennes et les critères d'évaluation connexes (IMAP) dans sa Décision IG. 22/7 qui définit les principes d'une surveillance intégrée qui, pour la première fois, prendra en compte de manière intégrée la biodiversité et les espèces non indigènes, la pollution et les déchets marins, la côte et l'hydrographie. La mise en œuvre de l'IMAP est conforme à l'art. 12 de la Convention de Barcelone et à plusieurs dispositions relatives à la surveillance dans le cadre de différents protocoles, l'objectif principal étant d'évaluer le BEE. Les 27 indicateurs communs présentés dans la Décision IG 22/7 : Programme intégré de surveillance et d’évaluation sont au cœur de ce programme. [↑](#footnote-ref-1)
2. À titre d’exemple de bonne pratique en matière de coopération transfrontalière entre pays voisins, il convient de mentionner la réalisation d’une EES pour le plan et programme-cadre pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures dans la mer Adriatique. Ledit plan et programme-cadre a été élaboré afin de suivre avec précision les activités d’exploration et d’exploitation des hydrocarbures, l’émission des permis, l’attribution des contrats, les obligations des investisseurs et le maintien des réserves d’hydrocarbures en mer Adriatique. L’EES et le rapport sur l’environnement l’accompagnant ont été réalisés par l'Agence croate d'hydrocarbures conformément à la Convention Espoo de la CEE/ONU et au Protocole sur l’EES. Les autorités compétentes d’Italie, de Slovénie et du Monténégro ont été informées de la réalisation de l’EES du plan et programme-cadre et du rapport sur l’environnement. Dans le cadre du processus d'EES transfrontière, l'Italie, le Monténégro et la Slovénie ont transmis leurs avis sur le plan et le programme-cadre ainsi que sur le rapport sur l’environnement, et les documents ont été modifiés en conséquence. [↑](#footnote-ref-2)
3. La méthodologie a été testée dans la baie de Bokakotorska au Monténégro (http://msp-platform.eu/practices/ecap-base-marine-vulnerability-assessment-basis-msp-montenegro). [↑](#footnote-ref-3)
4. Pratique régulière de la concession du domaine public par la SPNL au Liban [↑](#footnote-ref-4)
5. Xarxa de Custodià del Territori (XCT) [↑](#footnote-ref-5)
6. Exemple français de la taxe départementale des espaces naturels sensibles. [↑](#footnote-ref-6)
7. Ces deux derniers exemples de taxes sont pratiqués au Maroc. [↑](#footnote-ref-7)
8. Exemple français de la taxe sur les passagers maritimes se rendant dans des zones naturelles protégées. [↑](#footnote-ref-8)
9. Exemple français de dation en paiement. [↑](#footnote-ref-9)
10. Surfrider Foundation. *Time for Europe to act against plastic bag pollution*. 2018. 24p [↑](#footnote-ref-10)